



UNION EUROPEENNE
DELEGATION AU CAMEROUN ET EN GUINEE EQUATORIALE

AVIS DE VACANCE DE POSTE

AL1 CHARGE(E) DE PROGRAMME – GOUVERNANCE, PAIX ET SECURITE

(M/F/X)

AGENT LOCAL GROUPE I
Ref: 504154 - Section Coopération

Date : 29 septembre 2026

Nous sommes

L'Union européenne (UE) est une union économique et politique regroupant 27 Etats membres. Acteur majeur sur la scène internationale, elle promeut la paix, la stabilité, l'investissement et le développement durable, la prospérité, la démocratie, les droits de l'homme et un ordre international fondé sur les règles. Elle entretient des partenariats avec des pays et des organisations internationales à travers le dialogue politique, la coopération au développement, le commerce et l'action diplomatique.

Le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) et la Commission européenne sont représentés dans plus de 140 pays par les délégations de l'Union européenne qui exercent des fonctions comparables à celles des missions diplomatiques.

Basée à Yaoundé, la Délégation de l'Union européenne auprès de la République du Cameroun et en Guinée Equatoriale travaille en étroite collaboration avec les autorités nationales, les États membres de l'Union européenne, les organisations internationales, les partenaires techniques et financiers, la société civile et le secteur privé. Elle contribue à la mise en œuvre du partenariat entre l'Union européenne, le Cameroun et la Guinée Equatoriale, en promouvant les priorités de l'Union européenne en matière de développement durable, de gouvernance démocratique, de paix et de sécurité, d'intégration régionale, de croissance inclusive et de transition verte et numérique.

Nous offrons

Un poste de **chargé/e de programme Gouvernance, Paix et Sécurité au niveau régional (AL1)** au sein de la section Partenariats de la Délégation de l'Union européenne auprès de la République au Cameroun et de la République de Guinée équatoriale.

Le poste de chargé de programme coopération est un poste du groupe I, proposé dans le cadre d'un **contrat à durée déterminée de deux (2) ans**, renouvelable sous réserve des disponibilités budgétaires et des besoins opérationnels.

Le poste vise à renforcer les capacités de la Délégation en matière d'analyse stratégique, de programmation du partenariat et de gestion des programmes régionaux et nationaux dans les domaines de la gouvernance, de la paix et de la sécurité, en particulier dans le contexte de la préparation de la programmation pluriannuelle pour le Cameroun et la région d'Afrique centrale. Le/la titulaire apportera une expertise contextualisée des dynamiques politiques, institutionnelles, socio-économiques et sécuritaires au Cameroun et en Afrique centrale, fondée sur une connaissance approfondie des acteurs nationaux et régionaux et de leurs interactions. Par cette expertise, il/elle contribuera à structurer le processus de programmation pour la préparation du prochain Cadre financier pluriannuel de l'Union européenne (CFP/MFF 2028-2035).

Dans ce contexte, le/la titulaire contribuera également à la définition et à la mise en œuvre d'une approche intégrée de la stratégie Global Gateway de l'Union européenne ("Global Gateway 360°"), en veillant à renforcer les synergies entre dialogue de politiques, gouvernance, sécurité, réformes institutionnelles, investissements durables et approche Team Europe, afin d'améliorer l'impact et la durabilité des interventions de l'Union européenne en Afrique centrale.

Il/elle exercera ses fonctions sous le leadership du Team Leader et la supervision générale du Chef de la section Partenariats. Il/elle travaillera en étroite collaboration avec les autres membres de l'équipe et de la section Partenariat, les autres sections de la Délégation, les services compétents de la Commission européenne et du Service européen pour l'action extérieure (SEAE), ainsi qu'avec les Délégations de l'Union européenne en Afrique centrale.

Les tâches et responsabilités visent notamment à :

- Contribuer aux analyses stratégiques et au dialogue de politiques et sectoriel avec les partenaires nationaux, régionaux et internationaux, ainsi qu'au processus de programmation de la coopération et à la gestion du cycle des interventions financées par l'Union européenne, de leur identification à leur évaluation.
- Participer à la programmation pluriannuelle du portefeuille régional et national, en assurant une complémentarité avec les différentes priorités.
- Contribuer à la préparation des documents de programmation, d'identification, d'action et de financement, ainsi qu'à la conception d'interventions nationales, régionales et multi-pays répondant aux priorités du partenariat entre l'Union européenne et l'Afrique centrale ;
- Contribuer, le cas échéant, à la conception de nouvelles interventions nationales, régionales et multi-pays.
- Préparer des notes d'analyse, briefings, rapports de situation, fiches thématiques et contributions destinés à alimenter les travaux de la Délégation, du siège et des États membres.
- Assurer le suivi technique, administratif et financier des programmes et projets placés sous sa responsabilité, y compris l'examen des rapports des partenaires de mise en œuvre et le suivi des obligations contractuelles ;
- Promouvoir l'intégration des enseignements tirés, des bonnes pratiques et des approches sensibles aux conflits, conformément aux principes du nexus humanitaire-développement-paix et aux priorités transversales de l'Union européenne ;

La personne recrutée se verra aussi attribuer des fonctions selon les besoins de la Délégation et de l'évolution de ceux-ci.

CONDITIONS

Le salaire de base dépendra de l'expérience professionnelle pertinente et vérifiée ; il commence généralement à **1.996.731 XAF**. Un ensemble d'avantages sociaux compétitifs est proposé, sous réserve de certaines conditions, comprenant notamment des droits aux congés, une assurance maladie et un plan d'épargne-retraite.

La date de prise de fonction prévue est pour la fin de l'année 2026.

Conditions minimales / critères d'éligibilité (indispensables pour que la candidature soit prise en considération)

1. Être médicalement apte à exercer les fonctions requises ;
2. Jouir des droits civiques et posséder les permis de travail conformément à la législation locale (pour les candidats non camerounais) ;

3. Posséder une formation universitaire donnant lieu à un diplôme de Master (BAC+5 minimum, selon l'Espace Européen de l'Enseignement Supérieur <http://www.ehea.info/pid34438/three-cycle-system.html>), en sciences politiques, relations internationales, études de sécurité, droit, gouvernance, développement international, économie internationale, sciences sociales;
4. Justifier minimum huit (8) ans d'expérience professionnelle pertinente dans les domaines de la gouvernance, de la paix et de la sécurité, des politiques publiques, de la coopération internationale ou de la gestion de programmes obtenu après l'obtention du diplôme requis ;
5. Justifier d'une expérience avérée dans la gestion du cycle de projets et programmes financés par des bailleurs internationaux ;
6. Justifier d'une expérience dans l'analyse de contextes politiques, institutionnels, socio-économiques ou sécuritaires complexes et dans la formulation d'analyses ou de recommandations destinées à éclairer la prise de décision ;
7. Disposer d'une bonne connaissance des enjeux politiques, institutionnels et sécuritaires du Cameroun et de l'Afrique centrale, ainsi que des principaux acteurs nationaux et régionaux.
8. Démontrer d'excellentes capacités d'analyse, de synthèse, de rédaction et de communication, ainsi qu'une aptitude à travailler dans un environnement multiculturel et multidisciplinaire
9. Justifier d'une expérience de collaboration avec des administrations publiques, des organisations régionales, des organisations internationales, des partenaires techniques et financiers ou des organisations de la société civile.
10. Maîtriser parfaitement le **français** et l'**anglais**, à l'oral comme à l'écrit (niveau C1 minimum dans les deux langues, conformément au Cadre européen commun de référence pour les langues <http://europass.cedefop.europa.eu/sites/default/files/cefr-en.pdf>);
11. Maîtriser les outils bureautiques courants (Microsoft Office et Internet).

Les points suivants seront considérés comme un atout

- Expérience professionnelle au sein d'une délégation de l'Union européenne, d'une organisation internationale, d'une organisation régionale ou d'une autorité publique africaine, ou d'une agence de développement.
- Bonne connaissance des mécanismes de la CEEAC, de la CEMAC, de Commission du Bassin du Lac Tchad, de l'Union africaine et de l'Architecture africaine de paix et de sécurité.
- Bonne connaissance des instruments de coopération extérieure de l'Union européenne ainsi que des procédures de gestion des programmes financés par l'Union européenne.
- Expérience dans la conduite du dialogue politique ou sectoriel avec des autorités publiques, des organisations régionales ou des partenaires internationaux.
- Expérience professionnelle ou un Doctorat (PhD) dans un ou plusieurs des domaines suivants : prévention des conflits, consolidation de la paix, médiation, désarmement, démobilisation et réintégration (DDR), prévention de l'extrémisme violent, sécurité maritime, criminalité transnationale organisée, migrations, déplacements forcés ou action humanitaire.
- Expérience dans la programmation, la formulation ou la gestion de programmes régionaux ou multi-pays.

Comment soumettre votre candidature

Veillez adresser votre candidature et les pièces justificatives à : eeasjobs-183@eeas.europa.eu

au plus tard le **23 octobre à 12h00**

L'objet du courriel/mail doit indiquer : **Nom + prénom - Candidature AL1 CHARGE(E) DE PROGRAMME**

La candidature doit contenir les éléments suivants :

- ☐ Une lettre de motivation ;
- ☐ Un CV exclusivement selon le format EUROPASS (<https://europass.cedefop.europa.eu>) ; Les autres forme de CV ne seront pas acceptées
- ☐ La copie des diplômes universitaires ;
- ☐ La copie des attestations d'emplois relatives à l'expérience professionnelle ;
- ☐ Deux références au minimum (structures, noms, prénoms, fonctions, numéro de téléphone et adresse courriel) auxquelles la Délégation de l'Union européenne pourra s'adresser dans le cadre de l'examen des candidatures.

Le candidat doit vérifier qu'il remplit toutes les conditions. Pour faciliter cette vérification, il doit cocher toutes les cases ☐ correspondant à chaque document ou critère. L'absence d'une seule de ces conditions ou de l'un seul de ces documents constitue un motif de rejet de la candidature.

La procédure

Après l'expiration du délai de dépôt des candidatures, celles-ci seront examinées par un comité de sélection mis en place à cet effet.

Le comité de sélection établira une liste restreinte de candidats jugés les plus aptes à occuper le poste, sur la base de critères fournis dans l'avis de vacance et la description de poste (« Critères de sélection » ci-dessus).

Les candidats présélectionnés (un maximum de 20 candidats ayant eu le plus haut score aux critères de présélection) seront invités à participer à une épreuve écrite.

A l'issue de cette étape, les meilleurs candidats (un maximum de 5 candidats ayant obtenu les meilleurs résultats à l'épreuve écrite) seront invités à participer à un entretien.

A ce stade, le comité de sélection évaluera l'aptitude des candidats à occuper le poste.

Durant le processus de sélection, veuillez ne pas contacter les membres du comité de sélection, mais adresser vos questions et commentaires par mail à l'administration de la délégation :

delegation-cameroon-job-applications@eeas.europa.eu

Le candidat retenu sera soumis à un examen médical, une vérification des antécédents, des documents et attestations.

EGALITE DE CHANCES :

L'Union européenne s'engage en faveur d'une politique d'égalité des chances pour l'ensemble de ses employés et candidats à l'emploi. En tant qu'employeur, l'UE promeut activement l'égalité entre les femmes et les hommes, lutte contre toute forme de discrimination et applique une tolérance zéro envers le harcèlement sous toutes ses formes. Elle encourage vivement les candidatures de tous les profils qualifiés, issus de milieux variés. Notre objectif est de constituer un corps de personnel véritablement représentatif de la société, au sein duquel chaque membre du personnel se sente respecté, puisse donner le meilleur de lui-même et développer pleinement son potentiel.

Si leur candidature est présélectionnée, les candidats en situation de handicap sont invités à contacter la délégation (adresse électronique à laquelle les candidatures doivent être envoyées) afin de bénéficier d'aménagements adaptés à leurs besoins particuliers et d'une assistance visant à garantir l'égalité des chances par rapport aux autres candidats.

Si un candidat en situation de handicap est sélectionné et recruté, le SEAE s'engage à prendre les mesures appropriées afin de répondre à ses besoins particuliers en matière d'aménagement du lieu de travail ou des conditions de travail, conformément à l'article 4 de la décision ADMIN(2025)13 du directeur général de la

gestion des ressources du Service européen pour l'action extérieure relative à la mise en place d'aménagements raisonnables pour le personnel local en situation de handicap travaillant dans les délégations de l'Union..

AVIS RELATIF À LA PROTECTION DES DONNÉES :

https://www.eeas.europa.eu/eeas/eeas-privacy-statement-data-protection-notice-purpose-processing-personal-data-related-recruitment_en